



Arabie Saoudite : la guerre des trois n'a pas eu lieu

Jacques-Jocelyn Paul

DANS **POLITIQUE ÉTRANGÈRE** 2017/3 Automne , PAGES 51 À 60
ÉDITIONS **INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES**

ISSN 0032-342X

ISBN 9782365677202

DOI 10.3917/pe.173.0051

Date de mise en ligne : 06/09/2017

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2017-3-page-51?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Arabie Saoudite : la guerre des trois n'a pas eu lieu*

Par Jacques-Jocelyn Paul

Jacques-Jocelyn Paul est le pseudonyme d'un collectif : deux Français, un économiste et un professeur de lettres, et un homme d'affaires saoudien. Ils ont récemment publié *Arabie Saoudite. L'incontournable*, Paris, Riveneuve éditions, 2016.

La « saoudité » reste difficile à définir, et elle suggère à la fois un type de débat politique très spécifique et la peur profonde d'une implosion immaîtrisable. C'est dans ce cadre que s'inscrit la relation conflictuelle avec le Qatar, représentant pour Riyad une idéologie des Frères musulmans antagonique avec ses propres conceptions. La modification de l'ordre de succession royal entérine un saut de génération, et un printemps arabe ne semble pas devoir toucher prochainement Riyad.

politique étrangère

L'Arabie Saoudite souffre d'une image dégradée dans l'opinion. Sa mauvaise réputation est en grande partie la somme des malentendus accumulés sur son nom. Car son système politique et social est méconnu, principalement chez les intellectuels, et accessoirement parmi les politiques. Bien sûr, il est trop différent du nôtre pour que nous puissions en épouser les valeurs. Bien sûr, nous ne souhaiterions pas l'importer dans notre pays. Mais, comme le suggérait Montaigne, chacun a finalement le dieu de sa nourrice et de son roi. Ce qui compte, c'est le facteur humain, le plus petit dénominateur commun certes, mais le seul dénominateur qui vaille.

**Dans le désert on ramasse les diamants, à la ville on les taille,
on les polit et on les monte¹**

Longtemps la « saoudité » authentique ne fut conçue par les intéressés eux-mêmes que comme la résultante instable d'un petit nombre d'éléments fédérateurs : une population essentiellement tribale, guerrière,

* Le titre de cet article renvoie à des références croisées aux trois altesses royales : le roi, son fils et le prince héritier, dont les commentateurs évoquaient la lutte pour le pouvoir, et aux trois États du Golfe : le Qatar, les Émirats arabes unis, l'Arabie Saoudite – dont les diplomates redoutent l'affrontement.

1. C.-A. Helvétius, *De l'homme, de ses facultés intellectuelles et de son éducation*, Paris, éditions Honoré Champion, 2011.

chargée de valeurs bédouines, acceptant la fêrle du clan des Al-Saoud, sous l'œil exigeant d'imams unitaristes, les descendants d'Ibn Abdel Wahhab. Les autres natifs n'étaient qu'accessoires : les sans racines tribales prouvées, les sédentaires des villes pourtant souvent majoritaires, les esclaves et leurs descendants, les étrangers tardivement intégrés, les musulmans non wahhabites, les pan-arabisants engagés, les nationalistes égarés... Autant de satellites perçus et traités comme des éléments périphériques du modèle dominant, des exceptions confirmant la règle.

Le modèle initial demeure solide

Les fondements de ce modèle original demeurent solides. Car quiconque entreprend de vivre en dehors de sa communauté, tout individu isolé sans richesse ni filiation bien établie a une vie plus difficile que les autres, n'ayant aucun groupe derrière lui pour protéger des attaques sur sa personne ou sur ses biens. Dans les villes, dans leurs *Majlis*², les Bédouins ont gardé leurs coutumes et, aujourd'hui encore, dès qu'ils peuvent se précipiter dans le désert pour un prétexte ou un autre – une pluie bénéfique, un long week-end –, ils continuent de s'enfoncer dans les dunes... Ils représentent encore 70 % de la population actuelle. Mais ils ne sont pas faciles à reconnaître pour un non-initié : un homme qui porte le nom d'une grande tribu – Al-Oteïbi, Al-Mutairi, Al-Ghamdi, Al-Dossari, etc. – se situe *a priori* dans le référentiel bédouin, qu'il soit descendant d'esclave ou pas, et il en va de même pour ceux qui se réfèrent à des noms de famille comme Al-Rajhi, Al-Aïssa, Al-Saleh, Al-Rachid, actuellement sédentaires mais de souches bédouines.

La sédentarisation finira peut-être par étouffer ce passé complexe, mais ce sera lent, très lent ; même si le critère d'appartenance à une tribu – qui continue d'être essentiel lorsqu'on parle de « saoudité » authentique – n'a cessé de subir quelque érosion dans les esprits, sous l'effet de l'arrivée, par vagues successives, de nouveaux venus. Évoquons d'abord les populations jadis établies à La Mecque et à Médine, issues non de tribus mais de grandes familles, et dont les rangs se sont étoffés au fil du temps. Il s'agit parfois de descendants d'esclaves préalablement rattachés à des tribus, comme les Ben Laden ou les Ba Hamdan. Il y a aussi les familles venant du Yémen, comme les Bugshan et les Ben Mahfouz, issus de la grande tribu des Kindi. Puis d'autres souches initialement étrangères, implantées dans la région est du Hasa, comme les Al-Turki du Kurdistan ou les Al-Mulah d'Iran. Et encore des populations constituées à partir de clans

2. *Majlis* est un terme islamique utilisé pour décrire divers types d'assemblées législatives formelles (NDLR.)

ayant perdu à un certain moment de leur histoire leur lignage tribal antérieur. Ou des familles devenues saoudiennes par naturalisation, sur décision royale : après les guerres de Syrie, du Liban pour le docteur Rashad Pharaon ou le sheikh Al-Hard, des Palestiniens dans les années 1930 et 1940, des Libanais, quand les Français affrontèrent les Druzes, comme Youssef Hamza, des Libyens après l'occupation italienne, comme les Gargar, ou plus récemment le Syrien Rafiq Hariri. D'autres descendent de personnes engagées par l'Aramco (Saudi Arabian Oil Company), comme les Al-Ajou...

Comment peut-on être Saoudien³ ?

Ainsi la nature profonde de la « saoudité » est-elle difficile à saisir. Peut-être n'est-il possible de définir les Saoudiens que par rapport aux regards successifs que leurs souverains ont portés sur leurs sujets. Car les Al-Saoud continuent de se voir comme les dirigeants de toutes les tribus d'Arabie, bien qu'ils ne se soient jamais considérés comme les chefs d'une tribu. Depuis 1744, ils se comportent comme des monarques ayant des sujets et des clients. Les uns ont à fournir au Palais des taxes et des soldats, les autres à délivrer des libéralités et de la justice depuis leurs *Majlis*. Cette attitude n'a pas beaucoup évolué jusqu'à nos jours, mais elle s'est inscrite dans des contextes différents selon les époques, les Al-Saoud prenant grand soin de moduler le recrutement de leurs collaborateurs directs, de leur haute fonction publique pourrait-on dire, en fonction de la conjoncture politique et sociale du pays.

Ainsi, de l'avènement d'Abdelaziz jusqu'au début des années 1950, les personnels venant du Qasim furent privilégiés. Puis, entre 1951 et 1955, se développèrent les collaborations venant de la région de La Mecque. À partir de 1955, on choisit les vieilles familles de Riyad... Vers 1965, la crainte d'un coup d'État renvoya le balancier vers le Qasim, la royauté de Fahd, fondamentalement anticommuniste, s'entourant des éléments les plus religieux du royaume. À l'inverse, dès 1969, les personnels du Sud, notamment de la ville d'Aba dans l'Asir, furent dominants. Puis les Al-Saoud se laissèrent phagocyter par une bureaucratie tentaculaire, souvent issue de Hedjaz, la province de l'Ouest, citadine, commerçante mais non bédouine. Les pouvoirs des princes s'en retrouvèrent limités, la famille royale s'éloigna de ses racines et passa trop de temps à Djedda, s'occupant trop peu du reste de son territoire.

3. Voir « Comment peut-on être Persan ? », tiré de Montesquieu, *Lettres persanes*, lettre n° 30, Paris, Gallimard, 2003.

De fait après 1973, les populations du Hedjaz et les Yéménites du Hadramaout reprirent le haut du pavé, tandis que les tribus tombaient sous le charme des prêtres de l'Agricultural Bank. Après la prise de La Mecque de 1979 par Juheyma, les Mecquois reculèrent au profit des Qasimites et d'autres Hedjaziens, sans que les gens de la région centrale retrouvent leur influence antérieure. Dans les années 1990-2000 enfin, les Al-Saoud se préoccupèrent moins de leurs équilibres internes, et négligèrent de fédérer suffisamment d'alliés historiques dans la haute fonction publique. Ce fut la vague terroriste intérieure des années 2003-2004, qui les fit réagir et resserrer les rangs avec leurs affiliés traditionnels, les élites du Nadjd, les gens d'Al-Arad comme on les appelle au Palais. Ils le confessèrent publiquement à partir de 2006 : la famille s'appuyait auparavant davantage sur les « techniciens du Hedjaz » ; aujourd'hui elle se fie surtout aux conseils du « fidèle Nadjdien ». Les séjours des princes à Djedda sont moins fréquents, moins longs... Les fonctionnaires sont plus largement recrutés dans le centre. Les grandes familles des environs de Riyad sont l'objet d'une attention protocolaire accrue.

En fait, les bornes du pouvoir des Al-Saoud sur leur population ont peu changé depuis qu'ils règnent sur le cœur de la péninsule : elles sont voisines des limites du consentement des tribus et des doubles limites du consensus religieux et coutumier. Car la société saoudienne est en permanence agitée par de profonds débats, à la différence des autres sociétés de la péninsule, par exemple des Émirats arabes unis (EAU), qui n'ont pas à

Avoir le consentement des tribus

subir ce type de secousses. En Arabie, les débats ne sont pas portés par les intellectuels, comme ils peuvent l'être ailleurs. Ils parcourent des structures ancestrales, bon gré mal gré pérennes, qui veillent depuis des siècles à ce que le volcan saoudien n'entre jamais en éruption. Les débats sont violents, se situent sur les lignes de fracture les plus vives, sur les équilibres sociaux les plus délicats, sur les ruptures de réseaux les plus dangereuses. Ils convergent en permanence vers la limite extrême, mais sans que personne ne cherche à atteindre le point de fusion, là où tout deviendrait incontrôlable.

Cette société a une peur éperdue du vide, que l'exemple donné par l'implosion de l'Irak a confortée. La crainte est de ne plus avoir d'autre solution que de verser le sang – tout le sang ! –, que de s'égorger à l'infini entre clans et familles, aujourd'hui et pour les décennies à venir, dans une euthanasie collective. Les Al-Saoud le savent, eux qui, en parfaits courtiers du pouvoir, ne s'exposeront pas d'eux-mêmes au risque du déséquilibre fatal, confortés qu'ils sont en ce sens par les contre-exemples venus de leur environnement.

Voter... encore un pas à franchir

À l'aune occidentale, certaines bonnes âmes rêvent pourtant d'une Arabie repeinte aux couleurs de la démocratie, à l'issue d'une guerre civile ou d'une poussée sociale libertaire, éventuellement impulsée depuis l'extérieur. Dans l'immédiat, ce n'est pas envisageable. Il est difficile de croire à l'inéluctable convergence entre les deux systèmes d'un « village planétaire » qui s'élargirait aux extrêmes, ou au « choc des civilisations » : deux idées à la mode dont les racines transatlantiques à finalités hégémoniques paraissent évidentes. Mais pourquoi insulter l'avenir ? L'Arabie est déjà devenue un terrain hybride, plus partagé qu'on ne le dit entre les deux modèles, occidental et oriental.

Le système politique saoudien est certes monarchique, avec des traits absolutistes, mais il ne l'est pas totalement. Le roi peut tout décider en dernier ressort, et il vient de le faire en plaçant son fils sur orbite royale. Pourtant, selon une pratique bien établie parmi les Bédouins et les Al-Saoud, il s'efforce de dégager, avant toute décision définitive, le plus large consensus possible. Ce n'est pas une monarchie de droit divin, comme le fut celle de Louis XIV, ni même une monarchie sous influence religieuse directe, puisque les Al-Saoud ne descendent pas du prophète, et parce que, disciples d'Ibn Taymiyya, les dirigeants actuels et passés du royaume n'ont jamais voulu de la théocratie à laquelle aspirent Daech, les Frères musulmans ou Al-Qaïda. La *charia* doit certes prévaloir dans toute la société civile, mais il est exclu que les imams participent au pouvoir régalien. Il existe, pourrait-on dire, une quasi-séparation entre « l'Église et l'État », ou plutôt entre la sphère des *oulémas* et celle des gouvernants – schéma complètement opposé à celui que voudraient imposer à terme les Frères musulmans d'Erdogan, l'environnement des émirs du Qatar et la chaîne Al-Jazeera.

Les institutions saoudiennes sont également à mi-chemin entre les deux mondes. Il y a une constitution, une Loi fondamentale depuis 1962 – on l'oublie trop souvent. Les hommes et les femmes votent aux élections municipales depuis 2015. Le Comité d'allégeance, exclusivement composé de membres de la famille royale, créé par le roi Abdallah pour adouber les futurs roi et prince héritier, vient d'agir comme un proto-Sénat, et a même voté (!) lors de la dernière transition dynastique. Quant au Majlis Al-Shoura, qui ressemble au Conseil économique social et environnemental français, et qui examine les lois et les textes réglementaires, c'est déjà une chambre basse qui représente l'ensemble de la société civile. Il ne lui manque que le droit de voter et celui de participer au processus budgétaire – dernière étape avant de ressembler aux assemblées parlementaires occidentales.

On vient de souligner que la dynastie régnante saoudienne ne partageait pas du tout les options théocratiques des Frères musulmans (déclarés organisation terroriste par l'Arabie, les Émirats et le Koweït), ni celles d'Al-Qaïda (Oussama Ben Laden a été déchu de sa nationalité saoudienne en 1994), ni celles du califat autoproclamé de Daech, Al-Baghdadi (Riyad combat théologiquement, juridiquement et militairement l'État islamique).

Pour ces trois organisations, les Al-Saoud sont illégitimes, à la fois dans leur rôle de souverains et dans celui de gardiens des deux Saintes mosquées – les lieux saints de l'islam. Selon elles, le djihad doit être offensif, il est autorisé à éventuellement faire des victimes parmi les musulmans, il demeure un devoir personnel du croyant et peut être décrété par un simple émir. À l'inverse, dans la doctrine unitariste (dite wahhabite) que prônent les Saoudiens, le djihad doit être défensif et ne peut être décidé qu'avec l'aval des grands *oulémas* du royaume, ou sur décision du pouvoir politique. Autant de raisons qui font que la césure entre le djihadisme islamiste actuel et les options politiques et religieuses de la famille régnante saoudienne reste et restera profonde.

Pourquoi la famille royale saoudienne financerait-elle sous le manteau tous ceux qui ne cherchent qu'à la faire tomber ? Pourquoi s'étonner de leur vive irritation vis-à-vis des cousins qatari – comme eux venant du Nadjd, comme eux wahhabites – alors qu'en Égypte ou ailleurs ils n'ont cessé de soutenir leurs ennemis les plus intimes ? À ce stade de son histoire, le docteur Jekyll n'a plus qu'une préoccupation : empêcher à tout prix Hyde de sévir.

L'irréductible petit village qatari, le Monaco bahreïni et le borbier yéménite⁴

L'Arabie Saoudite est souvent définie par nos diplomates comme « un pays édredon ». Ce n'est pas tout à fait faux si l'on considère le passé. Mais cette image vient de montrer ses limites : c'est toujours aux contours de l'édredon que le froid sévit le plus, et c'est précisément là, sur les bordures de la péninsule – au Qatar, à Bahreïn et au Yémen –, que les Al-Saoud ont installé les bornes de leur patience.

Pour les Saoudiens il n'y a pas de doute : dans le Golfe et en Égypte les Frères musulmans camouflent leurs intentions sous un vernis moderniste, ils n'ont pas changé, et leurs visées sont antithétiques des leurs. Ils savent d'expérience – pour avoir souffert dans les années 1960 de la présence de

4. J.-J. Paul, *Arabie Saoudite. L'incontournable*, Paris, Riveneuve éditions, 2016.

nombreux Frères musulmans ayant fui Nasser – qu'ils ne partagent pas leurs valeurs, et que l'installation dans la région d'un régime contrôlé par la confrérie serait une menace pour leur stabilité. Les Saoudiens ne croient pas que ces vieilles lunes aient été remises au placard, sinon temporairement et pour donner le change aux Occidentaux, *via* les Turcs, les Qataris ou les adeptes de Tariq Ramadan. Ils ne veulent pas avoir à retrouver l'équivalent des déviances « salafistes-djihadistes », théocratiques et agressives, qu'ils ont fini par combattre, et avec succès, chez Al-Qaïda.

La lutte d'influence entre le Qatar et l'Arabie ne date pas d'aujourd'hui : l'émirat du Qatar est le siège régional du Centcom américain ; le Qatar partage avec l'Iran un gisement gazier *offshore* qui fait sa fortune, mais c'est aussi un pays wahhabite très offensif contre la Syrie, principal allié de l'Iran... Il reste qu'il n'y a guère dans ce tout petit État que 150 000 Qataris de souche (contre quatre fois plus d'Indiens). Pourtant, l'aura de cet émirat – qui a refusé de joindre les EAU, et qu'on pourrait hésiter à qualifier d'« arabe » s'il n'était gouverné par des Al-Thani – est exagérément dilatée sur la scène mondiale. Ceci, en raison de l'immense richesse de son sous-sol, qui lui procure une redoutable force de frappe financière, de la grande vigueur de son porte-voix satellitaire et télévisuel depuis 1996, Al-Jazeera (la chaîne la plus regardée du monde arabe avec 60 millions de spectateurs), et des ambitions internationales dévorantes de la dynastie régnante, toujours prête à participer au maelström diplomatique et médiatique (intervention en Libye, Jeux asiatiques, Coupe du monde de football, reprise du Paris Saint-Germain, investissements divers...).

La lutte Arabie/Qatar est ancienne

Il se trouve aussi que, depuis les années 1950, les Frères musulmans exercent une profonde influence sur la société conservatrice bédouine du Qatar – démarche amorcée alors que la population de la péninsule ne dépassait pas les 100 000 habitants. Les Frères y ont d'abord agi individuellement, comme prédicateurs et conseillers religieux, tout en s'infiltrant dans les arcanes du pouvoir. Près de 50 % des personnels d'Al-Jazeera sont membres de la confrérie. La religion domine les émissions de la chaîne satellitaire, et le théologien des Frères musulmans Youssef Al-Qaradawi, installé à Doha après avoir fui les persécutions nassériennes, est l'une des voix les plus autoritaires de l'islam sunnite. On doit se rappeler que l'actuel émir du Qatar, Sheikh Hamad ben Khalifa Al-Thani, a en 1995 destitué son père avec le soutien avéré de ce prédicateur, dont l'objectif avoué est de préserver l'identité musulmane dans les pays occidentaux jusqu'au moment où les Frères musulmans seront assez forts pour contrôler ces pays, par des moyens démocratiques ou par la force.

Les souverains de Bahreïn, les Al-Khalifa, sont de leur côté considérés comme des cousins proches des Al-Saoud, et membres à part entière de leur clientèle. À leurs yeux, il s'agit moins d'un État indépendant que d'un protectorat, d'une région jouissant d'un statut particulier. Il s'agit aussi du dernier rempart contre les ambitions iraniennes : 70 % des habitants de la presqu'île sont des chiites placés sous l'autorité d'un roi sunnite. Surtout, la majorité des chiites d'Arabie Saoudite résident dans la province connexe du Hasa, là où se trouvent les ressources pétrolières du royaume. La politique conjointe des dirigeants saoudiens et bahreïnais consiste dès lors à diminuer la proportion de chiites à Bahreïn, en pratiquant une active politique de naturalisation de sunnites en provenance d'Arabie, de Turquie ou d'autres pays sunnites. Cette démarche irrite fortement les chiites locaux et l'Iran, qui ne manque aucune occasion pour souffler sur cette braise. C'est pourquoi Riyad a adressé un message clair aux mollahs lors de la dernière crise bahreïni : il leur a été signifié sans ambages que la poursuite de l'ingérence iranienne serait interprétée comme un *casus belli* : il n'y aura jamais de régime chiite à Bahreïn, affirmant avec force les Al-Saoud.

Quant au Yémen, il a toujours été le poumon de la péninsule, la démographie galopante et la pauvreté durable de ce pays tribal conduisant périodiquement au déferlement de vagues d'émigrés du sud au nord de la péninsule arabique. Les Al-Saoud ont coutume de dire qu'il ne s'agit pas là d'un pays, ni d'un ami, ni d'un voisin, mais d'un problème. Dans ce contexte, leur politique a toujours été de limiter les dommages collatéraux des crises périodiques traversées par cette rude contrée. Jusqu'à présent, le président Saleh avait toujours été à leurs yeux le meilleur vecteur possible pour étayer leur stratégie, au demeurant peu ambitieuse et prudente. Mais lorsque ce dernier a perdu le contrôle des tribus, sa faiblesse grandissante est devenue un problème, aucun leader alternatif ne se dégageant pour le moment du maelström local : guerres tribales, présence d'Al-Qaïda, infiltrations iraniennes, séparatisme latent entre le Nord et le Sud, tensions zaydites-sunnites et chiites-sunnites, misère, ressources en eau et en pétrole gaspillées quoiqu'insuffisantes, prédominance de la consommation de drogue avec le qat, corruption tous azimuts, quantités très importantes d'armes de toutes sortes...

À terme les Al-Saoud finiront par financer, en temps voulu, le leader qui sera capable de reformer le consensus national, et ils dédommageront quand il le faudra les leaders tribaux les plus turbulents avec le soutien des grandes familles du Hadramaout yéménite (Ben Laden, Ben Maflouz, Bugshan...), mais ils ne toléreront pas que d'autres le fassent à leur place ou à leur insu. La situation yéménite est désormais instable et explosive.

Un enlisement de type Vietnam est probable, qui aboutira tôt ou tard à des accords de paix signés au Koweït, à Mascate ou comme jadis pour l'Indochine, à Genève. Mais que de dégâts entre-temps !

Je crains les rois même s'ils apportent des cadeaux⁵

Le 20 juin 2017, soit le 26 du mois de ramadan que beaucoup de fidèles pensent être «la nuit du Destin», le Comité d'allégeance a entériné par 31 voix sur 34 la proposition du roi Salman (81 ans) de remplacer Mohammed ben Nayef (58 ans) comme prince héritier par son propre fils Mohammed ben Salman (32 ans), qui demeure ministre de la Défense. Et par décret royal, la loi de succession a été amendée de telle façon que les petits-fils d'Abdelaziz soient désormais éligibles, cette modification entérinant un saut de génération, et surtout le processus de succession de père en fils déclenché par la nomination du fils du roi actuel comme prince héritier.

Simultanément, Abdelaziz ben Saoud ben Nayef (33 ans) a été nommé ministre de l'Intérieur à la place de son oncle Mohammed ben Nayef, ce qui pourrait apparaître comme une compensation accordée à la branche Nayef. Sous une réserve : le père du nouveau ministre, Saoud ben Nayef, gouverneur de la province pétrolière de l'Est et aîné de son clan, doit avaler une couleuvre sans précédent dans la famille royale : être hiérarchiquement placé sous son propre fils qui exerce la tutelle des gouverneurs de régions... Comment refuser, mais comment apprécier pleinement ?

Mohammed ben Nayef, un nouveau Fouquet... ? Cet homme très – trop ? – puissant a été le grand perdant du «dégagisme» saoudien. Pour autant, il ne faut pas prêter attention aux thèses conspirationnistes qui se développent çà et là, souvent lancées par l'opposition londonienne ou par les proches des princes de sang décus. Car l'histoire montre que les Al-Saoud ont appris à leurs dépens, durant leur deuxième État (1823-1878), que les divisions familiales étaient mortifères. Même le passage de pouvoir du roi Séoud au roi Fayçal, en 1964, s'est formellement fait après abdication du premier. À cette époque, le clan du roi Séoud – qui avait voulu imposer de force une succession de père en fils au détriment de la succession entre frères – contrôlait mal les principaux rouages de l'État. Aujourd'hui, le roi

Les divisions familiales sont mortifères

5. Virgile, *Énéide*, Paris, Gallimard, 1991. Adaptation du célèbre «Timeo Danaos et dona ferentes» («Je crains les Grecs même s'ils apportent des cadeaux») de Laocoon face au cheval de Troie dans lequel se cachait Ulysse. À cause de son grand âge, son père Laërte voulait qu'il lui succède comme roi d'Ithaque...

Salman et son fils se sont progressivement placés, comme aux échecs, dans une position inverse : le Comité d'allégeance à 91 %, les oulémas, la Défense, la Garde royale, les affaires financières et économiques, les Affaires étrangères, la police religieuse, les services secrets, les collaborateurs-clé du ministère de l'Intérieur, et des pans entiers de la Garde nationale, ont été mis à leur botte.

Car Mohammed ben Nayef ne s'est pas montré meilleur joueur d'échecs que le roi Salman, que beaucoup d'experts décrivaient pourtant comme vieux et malade. Comme dans les tragédies antiques, il a péché par *hubris*⁶ : quand le roi lui a proposé de devenir prince héritier, il le poussait à être le premier à remettre en cause la règle antérieure de succession entre les frères du Grand Roi Abdelaziz, alors qu'il restait encore des prétendants directs, plus légitimes que lui. Il le préparait à devenir le cheval de Troie de la nomination de son propre fils, prêt à l'abandonner ensuite en rase campagne. *Timeo Danaos et dona ferentes*... Si Mohammed ben Nayef avait décliné la proposition en arguant qu'il avait encore d'autres oncles à servir, peut-être serait-il demeuré le puissant et efficace ministre de l'Intérieur qu'il fut, et peut-être aurait-il pu rester dans la ligne successorale ? L'ascension, jusque-là irrésistible, de son cousin Mohammed ben Salman aurait été, pour le moins, entravée. Mais ni Riyad, ni Paris, ne se mettront jamais en bouteille...

Quant au scénario d'un printemps arabe qui saisisait la société saoudienne sous la poussée revendicatrice d'une population extrêmement jeune et désœuvrée, il n'est pour l'instant pas à l'ordre du jour, malgré la raréfaction des marges de manœuvres budgétaires liée à la baisse du prix du pétrole. La famille, à l'instar du roi Abdallah en 2011, aurait assez de ressources financières pour éteindre à temps, le cas échéant, tout début d'embrasement. Les menaces de l'extérieur restent, elles, de faible intensité. Dans les pas du Voltaire de 1736, on ne se hasarderait donc pas à prédire la fin prochaine du règne des Al-Saoud⁷.



Mots clés

Arabie Saoudite
Qatar
Yémen
Péninsule arabique

6. L'*hubris* est, pour les Grecs, l'orgueil inacceptable pour les mortels, la confiance excessive en soi qui peut entraîner des erreurs fatales.

7. Voltaire, *Le Fanatisme ou Mahomet le Prophète*, Paris, éditions de l'Herne, 2015. « Le temps de l'Arabie est à la fin venu. Ce peuple généreux, trop longtemps inconnu, Laissait dans ses déserts ensevelir sa gloire... Vois du Nord au Midi l'univers désolé, La Perse encore sanglante et son trône ébranlé, L'Inde esclave et timide et l'Égypte abaissée [...] Sur ces débris du monde élevons l'Arabie. »